

DOCUMENT A/61/10*

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante-huitième session (1^{er} mai-9 juin et 3 juillet-11 août 2006)

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
Abréviations et sigles.....	5
Note concernant les citations	5
Instruments multilatéraux cités dans le présent volume	6
 <i>Chapitres</i>	
	<i>Paragraphes</i>
I. ORGANISATION DE LA SESSION.....	1-12 15
A. Composition de la Commission.....	2-3 15
B. Bureau et bureau élargi	4-6 15
C. Comité de rédaction	7-8 15
D. Groupes de travail.....	9-10 16
E. Secrétariat.....	11 16
F. Ordre du jour.....	12 16
II. RÉSUMÉ DES TRAVAUX DE LA COMMISSION À SA CINQUANTE-HUITIÈME SESSION	13-25 17
III. POINTS SUR LESQUELS DES OBSERVATIONS SERAIENT PARTICULIÈREMENT INTÉRESSANTES POUR LA COMMISSION.....	26-33 19
A. Ressources naturelles partagées.....	26 19
B. Responsabilité des organisations internationales	27-28 19
C. Les réserves aux traités	29 19
D. L'obligation d'extrader ou de poursuivre (<i>aut dedere aut judicare</i>).....	30-31 19
E. Autres décisions et conclusions de la Commission.....	32-33 19
IV. PROTECTION DIPLOMATIQUE	34-50 21
A. Introduction.....	34-40 21
B. Examen du sujet à la présente session	41-45 21
C. Recommandation de la Commission	46 22
D. Hommage au Rapporteur spécial.....	47-48 22
E. Texte du projet d'articles sur la protection diplomatique.....	49-50 22
1. Texte du projet d'articles	49 22
2. Texte des projets d'article et commentaires y relatifs	50 24
Article 1. Définition et champ d'application	25
Article 2. Droit d'exercer la protection diplomatique	26
Article 3. Protection par l'État de nationalité.....	27
Article 4. État de nationalité d'une personne physique.....	27
Article 5. Continuité de la nationalité d'une personne physique	29
Article 6. Multiple nationalité et réclamation à l'encontre d'un État tiers.....	32
Article 7. Multiple nationalité et réclamation à l'encontre d'un État de nationalité	33
Article 8. Apatrides et réfugiés.....	34
Article 9. État de nationalité d'une société.....	36
Article 10. Continuité de la nationalité d'une société	38
Article 11. Protection des actionnaires.....	39
Article 12. Atteinte directe aux droits des actionnaires.....	42
Article 13. Autres personnes morales.....	42
Article 14. Épuisement des recours internes	44
Article 15. Exceptions à la règle de l'épuisement des recours internes	46

* Paru initialement comme *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et unième session, Supplément n° 10.*

<i>Chapitres</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
Article 16. Actions ou procédures autres que la protection diplomatique	51	
Article 17. Règles spéciales du droit international.....	52	
Article 18. Protection des équipages des navires	53	
Article 19. Pratique recommandée	54	
V. RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE POUR LES CONSÉQUENCES PRÉJUDICIALES DÉCOULANT D'ACTIVITÉS QUI NE SONT PAS INTERDITES PAR LE DROIT INTERNATIONAL (RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE EN CAS DE PERTE CAUSÉE PAR UN DOMMAGE TRANSFRONTIÈRE DÉCOULANT D'ACTIVITÉS DANGEREUSES)	51-67	57
A. Introduction.....	51-58	57
B. Examen du sujet à la présente session	59-62	58
C. Recommandation de la Commission	63	58
D. Hommage au Rapporteur spécial.....	64-65	59
E. Texte des projets de principe sur la répartition des pertes en cas de dommage transfrontière découlant d'activités dangereuses	66-67	59
1. Texte des projets de principe	66	59
2. Texte des projets de principe et commentaires y afférents	67	60
Préambule	62	
Principe 1. Champ d'application	63	
Principe 2. Termes employés.....	66	
Principe 3. Objectifs	75	
Principe 4. Indemnisation prompte et adéquate.....	80	
Principe 5. Mesures d'intervention.....	87	
Principe 6. Recours internes et internationaux	89	
Principe 7. Élaboration de régimes internationaux spécifiques	94	
Principe 8. Mise en œuvre	94	
VI. RESSOURCES NATURELLES PARTAGÉES	68-76	96
A. Introduction.....	68-69	96
B. Examen du sujet à la présente session	70-74	96
C. Texte du projet d'articles sur le droit des aquifères transfrontières adopté par la Commission en première lecture	75-76	96
1. Texte du projet d'articles	75	96
2. Texte des projets d'article et des commentaires y relatifs	76	99
Article 1. Champ d'application	100	
Article 2. Termes employés.....	101	
Article 3. Souveraineté des États de l'aquifère	103	
Article 4. Utilisation équitable et raisonnable	104	
Article 5. Facteurs pertinents pour une utilisation équitable et raisonnable	105	
Article 6. Obligation de ne pas causer de dommage significatif aux autres États de l'aquifère	106	
Article 7. Obligation générale de coopérer	107	
Article 8. Échange régulier de données et informations	108	
Article 9. Protection et préservation des écosystèmes	110	
Article 10. Zones de réalimentation et de déversement	111	
Article 11. Prévention, réduction et maîtrise de la pollution.....	112	
Article 12. Surveillance.....	113	
Article 13. Gestion	114	
Article 14. Activités projetées	115	
Article 15. Coopération scientifique et technique avec les États en développement	117	
Article 16. Situations d'urgence	119	
Article 17. Protection en période de conflit armé.....	121	
Article 18. Données et informations relatives à la défense ou à la sécurité nationales.....	121	
Article 19. Accords et arrangements bilatéraux et régionaux	122	
VII. RESPONSABILITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	77-91	123
A. Introduction.....	77-79	123
B. Examen du sujet à la présente session	80-89	123
C. Texte des projets d'article sur la responsabilité des organisations internationales adoptés à ce jour à titre provisoire par la Commission.....	90-91	125
1. Texte des projets d'article	90	125
2. Texte des projets d'article et commentaires y relatifs adoptés par la Commission à sa cinquante-huitième session.....	91	128
Article 17. Consentement	128	
Article 18. Légitime défense	129	

Chapitres	Paragraphes	Pages	
Article 19. Contre-mesures.....		130	
Article 20. Force majeure.....		130	
Article 21. Déresse.....		131	
Article 22. État de nécessité.....		131	
Article 23. Respect de normes impératives.....		133	
Article 24. Conséquences de l'invocation d'une circonstance excluant l'illicéité.....		133	
Article 25. Aide ou assistance d'un État dans la commission d'un fait internationalement illicite par une organisation internationale.....		134	
Article 26. Direction et contrôle exercés par un État sur la commission d'un fait internationalement illicite par une organisation internationale.....		135	
Article 27. Coercition exercée sur une organisation internationale par un État.....		135	
Article 28. Responsabilité internationale en cas d'attribution de compétence à une organisation internationale		136	
Article 29. Responsabilité d'un État membre d'une organisation internationale à raison du fait internationalement illicite de cette organisation.....		137	
Article 30. Effet du présent chapitre.....		139	
VIII. LES RÉSERVES AUX TRAITÉS	92-159	140	
A. Introduction.....	92-100	140	
B. Examen du sujet à la présente session	101-157	140	
1. Présentation de la deuxième partie du dixième rapport par le Rapporteur spécial.....	108-118	141	
2. Résumé du débat.....	119-143	142	
3. Conclusions du Rapporteur spécial	144-157	144	
C. Texte des projets de directive concernant les réserves aux traités adoptés provisoirement à ce jour par la Commission	158-159	145	
1. Texte des projets de directive	158	145	
2. Texte des projets de directive sur les réserves aux traités et commentaires y relatifs adoptés à titre provisoire par la Commission à sa cinquante-huitième session	159	150	
3. Validité des réserves et déclarations interprétatives		150	
3.1 Validité matérielle d'une réserve		152	
3.1.1 Réserves expressément interdites par le traité		154	
3.1.2 Définition des réserves déterminées		157	
3.1.3 Validité des réserves non interdites par le traité		161	
3.1.4 Validité des réserves déterminées		163	
1.6 Portée des définitions.....		164	
2.1.8 [2.1.7 bis] Procédure en cas de réserves manifestement non valides.....		165	
IX. ACTES UNILATÉRAUX DES ÉTATS	160-177	167	
A. Introduction.....	160-166	167	
B. Examen du sujet à la présente session	167-170	167	
C. Hommage au Rapporteur spécial	171-172	168	
D. Texte des principes directeurs applicables aux déclarations unilatérales des États susceptibles de créer des obligations juridiques adoptés par la Commission	173-177	168	
1. Texte des principes directeurs.....	176	169	
2. Texte des principes directeurs et commentaires y relatifs adoptés par la Commission à sa cinquante-huitième session.....	177	169	
X. EFFETS DES CONFLITS ARMÉS SUR LES TRAITÉS	178-211	175	
A. Introduction.....	178-180	175	
B. Examen du sujet à la présente session	181-211	175	
1. Observations générales sur le sujet.....		182-185	175
a) Présentation par le Rapporteur spécial		182-183	175
b) Résumé du débat		184	175
c) Conclusions du Rapporteur spécial		185	175
2. Article premier. Champ d'application		186-188	175
a) Présentation par le Rapporteur spécial		186	175
b) Résumé du débat		187	176
c) Conclusions du Rapporteur spécial		188	176
3. Article 2. Définitions		189-198	176
a) Présentation par le Rapporteur spécial		189-190	176
b) Résumé du débat		191-196	176
c) Conclusions du Rapporteur spécial		197-198	177

Chapitres		Paragraphes	Pages
4.	Article 3. Extension ou suspension de l'application <i>ipso facto</i>	199-200	177
	a) Présentation par le Rapporteur spécial	199	177
	b) Résumé du débat	200	177
5.	Article 4. Les indices de prédisposition des traités à l'extinction ou à la suspension de leur application en cas de conflit armé	201-204	177
	a) Présentation par le Rapporteur spécial	201-202	177
	b) Résumé du débat	203	177
	c) Conclusions du Rapporteur spécial	204	178
6.	Article 5. Dispositions expresses sur l'application des traités.....	205-206	178
	a) Présentation par le Rapporteur spécial	205	178
	b) Résumé du débat	206	178
7.	Article 6. Traités relatifs à la situation qui a occasionné le recours au conflit armé	207-208	178
	a) Présentation par le Rapporteur spécial	207	178
	b) Résumé du débat	208	178
8.	Article 7. Application des traités dont l'objet et le but impliquent nécessairement qu'ils sont applicables	209-211	178
	a) Présentation par le Rapporteur spécial	209	178
	b) Résumé du débat	210	179
	c) Conclusions du Rapporteur spécial	211	179
XI.	L'OBLIGATION D'EXTRADER OU DE POURSUIVRE (<i>AUT DEDERE AUT JUDICARE</i>).....	212-232	180
	A. Introduction.....	212-213	180
	B. Examen du sujet à la présente session	214-232	180
	1. Présentation par le Rapporteur spécial	215-219	180
	2. Résumé du débat.....	220-229	180
	3. Conclusions du Rapporteur spécial	230-232	181
XII.	FRAGMENTATION DU DROIT INTERNATIONAL: DIFFICULTÉS DÉCOULANT DE LA DIVERSIFICATION ET DE L'EXPANSION DU DROIT INTERNATIONAL.....	233-251	183
	A. Introduction.....	233-236	183
	B. Examen du sujet à la présente session	237-239	183
	C. Hommage au Groupe d'étude et à son Président.....	240	184
	D. Rapport du Groupe d'étude	241-251	184
	1. Historique	241-250	184
	2. Conclusions des travaux du Groupe d'étude	251	186
	a) Généralités.....	186	
	b) La maxime <i>lex specialis derogat legi generali</i>	186	
	c) Régimes spéciaux (autonomes)	187	
	d) Le paragraphe 3 c de l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités	188	
	e) Conflits entre normes successives	190	
	f) La hiérarchie des normes en droit international: <i>jus cogens</i> , obligations <i>erga omnes</i> , Article 103 de la Charte des Nations Unies	191	
XIII.	AUTRES DÉCISIONS ET CONCLUSIONS DE LA COMMISSION.....	252-291	194
	A. Expulsion des étrangers	252	194
	B. Programme, procédures, méthodes de travail et documentation de la Commission	253-269	194
	1. Programme de travail à long terme de la Commission	256-261	194
	2. Documentation et publications	262-267	196
	3. Réunion avec des experts des droits de l'homme de l'ONU	268	196
	4. Honoraires	269	196
	C. Dates et lieu de la cinquante-neuvième session de la Commission.....	270	196
	D. Coopération avec d'autres organes	271-274	196
	E. Représentation à la soixante et unième session de l'Assemblée générale.....	275-276	197
	F. Séminaire de droit international	277-291	197
ANNEXES			
	I. Immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État	199	
	II. Immunité juridictionnelle des organisations internationales	210	
	III. Protection des personnes en cas de catastrophe.....	216	
	IV. Protection des données personnelles dans la circulation transfrontière de l'information	229	
	V. La compétence extraterritoriale	244	